



## **Pas de nouveaux lieux de détention pour les personnes migrantes à Genève !**

La restructuration de l'asile menée par le département fédéral de justice et police prévoit que des cantons puisse à l'avenir se spécialiser dans certaines étapes de la procédure d'asile. Sans consulter la population, les responsables politiques genevois veulent que notre canton se charge en particulier de la détention et de l'expulsion de demandeurs d'asile déboutés en provenance de toute la Suisse romande.

Dans notre canton devenu « hub d'expulsion » seraient alors enfermées puis expulsées des personnes qui n'ont fait que demander l'asile à la Suisse, y compris des familles. Comme il y aura davantage de cellules, les personnes étrangères qui n'auront pas ou plus d'autorisation de séjour courront aussi un risque accru de mise en détention, même sans avoir commis de délit.

Les autorités prévoient à terme 168 nouvelles places de détention administrative (détention pour personnes étrangères uniquement parce qu'elles sont en voie d'expulsion). Or, en 2013, il n'y avait encore qu'une vingtaine de places de ce type – le changement prévu est donc violent. Un budget de 70 millions de francs, dédié à la construction de ce méga centre, a été adopté par une majorité du Grand Conseil en automne 2013. Le projet prévoit des cellules pour l'enfermement de familles, enfants y compris. Pourtant la détention d'enfants de moins de 15 ans est illégale.

À cela s'ajoute un projet de « centre fédéral de départ » de 260 personnes à partir duquel des gens qui ont demandé l'asile seront expulsés.

Une immense prison pour des personnes qui n'ont fait que demander l'asile n'a pas sa place à Genève. Cette Genève-là n'est pas « ma Genève » ! Ma Genève est la ville dépositaire de nombreuses conventions, dont celle de 1951 relative au statut des réfugiés. Elle abrite de nombreuses organisations qui défendent les droits humains à travers le monde : ONU, Haut-Commissariat aux Réfugiés, Conseil des droits de l'Homme, Comité international de la Croix-Rouge,... De toute temps Genève a accueilli des réfugiés et ne peut pas renoncer à cet accueil sans perdre son âme humaniste et engagée pour la paix.

**Par ma signature, je demande aux autorités d'utiliser le sol genevois à d'autres fins que la construction de places de détention administrative, et je condamne fermement l'usage de cellules familiales. Je veux que Genève reste un lieu où l'on promeut la dignité humaine, et non pas l'enfermement et le renvoi forcé.**

Nom	Prénom	Adresse	Signature	Email (optionnel - si vous voulez recevoir nos infos)

À retourner au plus vite à : Coordination contre l'exclusion et la xénophobie, CP 182, 1211 Genève 7